

1er-16 juin
1999

n° 115

sixième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Economie • Finances

Transportation

DANZAS
Logistics
Worldwide

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh
Tel / Fax : 023 216 723
Tel / Fax : 023 362 960

tenir le rythme

Silence politique : la machine tourne sans heurts, même sans bruit.

L'Assemblée nationale, le Sénat, les partis, travaillent en silence, sans guère donner de prise aux critiques, pourtant attentifs.

Des rumeurs font état de problèmes internes au Funcinpec et au Parti de Sam Rainsy, où les directions seraient, dans l'un et l'autre, contestées. Mais rien que d'habituel. Peut-être simplement l'effet d'agissements adverses ...

Est-ce le signe d'un fonctionnement parfait ? Les partis seraient-ils arrivés à une cohabitation, une collaboration idéales, toutes rancoeurs et tout esprit de compétition oubliés ?

La trêve politique est due plutôt à la domination évidente de l'équipe au pouvoir et, jusqu'à présent à sa crédibilité.

On sent une volonté de traiter les dossiers importants qui pour l'instant marginalise la critique, plus encore l'opposition.

D'autant plus que, chacun en est bien conscient, le temps présent demande que toutes les énergies soient employées à mettre de l'ordre dans la maison : c'est la condition pour que l'aide internationale vienne assister le développement, et pour que les investisseurs choisissent le Cambodge. Pleins feux sur l'économie.

Les résultats obtenus par exemple contre l'exploitation illégale de la forêt montrent bien de quoi le gouvernement est capable. On l'attend maintenant aux autres grands dossiers : démobilisation, réforme administrative, fiscalité, contrebande, sécurité (enlèvements), procès des khmers rouges, droits de l'Homme, ...

Il faut tenir le rythme, sinon la paix politique ne sera qu'une trêve. c.n.

Général CHEA TARA

Adjoint au chef d'Etat-Major général, chef des opérations

Comment, en trois mois, il a été mis fin à l'exploitation illégale de la forêt cambodgienne

Lorsque le 28 janvier 1999 Hun Sen a quitté son poste de commandant en chef de l'Armée, il a donné au chef d'Etat-major général Ke Kim Yan deux missions principales :

- stopper l'exploitation illégale des forêts ;
- réduire les effectifs militaires, fantômes et réels.

Je suis chef des opérations dans la lutte contre l'exploitation illégale des forêts.

Samdech Hun Sen nous avait alors donné trois mois, c'est à dire jusqu'à fin avril, pour mener à bien cette mission. Elle a été remplie à plus de 95 %. Cela a été reconnu par Hun Sen lui-même le 30 avril à la réunion de la présidence du Conseil : nous avons fait "du bon travail".

l'effet Hun Sen

Jusqu'à là, il y avait eu beaucoup de lois pour mettre fin à l'exploitation de la forêt, mais elles n'étaient pas appliquées.

La difficulté venait de deux points :

- les concessions étaient accordées de façon anarchique par diverses autorités : hauts responsables civils et militaires, ministères, ... Un rapport de *Global Witness* a précisément indiqué les noms de responsables - jusqu'au plus haut niveau - qui accordaient ces licences d'exploitation, parfois pour des millions de dollars - licences qui pouvaient d'ailleurs être revendues ensuite par les concessionnaires.

- la deuxième difficulté pour moi venait de ce que parfois les responsables se trouvaient être des supérieurs hiérarchiques. Comment faire alors ? Je risquais d'avoir tort si je ne remplissais pas complètement ma mission ; et d'avoir tort aussi en m'en prenant à ces grands responsables.

J'ai donc agi en fonction de di-

rectives précises, à la demande expresse de Samdech Hun Sen et de Ke Kim Yan ; à la demande des ministères concernés (Agriculture, Environnement) et des Gouverneurs ; sur informations données par des ONG comme *Global Witness* ; et sur nos informations propres. Chaque opération a été expressément approuvée, voulue par l'autorité.

Nous avons chaque fois agi avec transparence, et de façon collective.

Volonté au sommet, exécution collective :

les activités forestières illégales à grande échelle sont stoppées, elles ne reprendront pas. Reste à contrôler l'activité des compagnies légales ...

des opérations menées collectivement

Pour chaque opération, nous allons voir le Gouverneur de la province concernée, et nous faisons une réunion avec les responsables du département Forêts, le commandant de la région militaire, et j'expose ces trois points :

- les engagements qui ont été pris par le Cambodge à Tokyo concernant la gestion des forêts et la nécessité de tenir nos promesses pour recevoir de l'aide ;

- les conséquences économiques pour le Cambodge si on n'arrête pas l'exploitation : déforestation, inondations, ...

- la nécessité pour mes interlocuteurs de collaborer à la lutte

contre l'exploitation forestière illégale, de nous signaler d'autres scieries clandestines que celles que nous connaissons déjà : s'ils ne le font pas, les satellites et les ONG eux les connaissent, et ceux qui n'auront pas collaboré seront repérés ...

Et je montre les documents signés par Hun Sen.

De cette façon, les responsables au niveau de la Province, bien qu'ils profitent de l'exploitation illégale (il y a des versements directs dans des comptes en banque ...) sont obligés de collaborer. S'ils ne le faisaient pas, ils prendraient trop de risques !

hélicoptères et commandos

Les opérations elles-mêmes : nous avons en permanence des hélicoptères Mig 17 prêts à décoller. Ils sont chargés normalement de 30 commandos bien armés, et de 20 officiels représentant le Gouverneur, les ministères, les commandants de Région, de Division, des observateurs, des journalistes, ...

La première intervention sur le terrain, près de la scierie clandestine, est destinée à prévenir les responsables d'arrêter leur activité : ils ont 24 heures pour évacuer, démonter ou casser le matériel (machines, camions, ...).

Ces scieries sont souvent des installations importantes, qui couvrent jusqu'à 1 ha avec le stockage du bois, et emploient jusqu'à 30 ou 50 personnes. Toutes les opérations illicites se font la nuit.

Normalement cette mise en garde suffit. Si elle ne suffit pas, si le lendemain le responsable n'a pas tenu compte de l'avertissement, on dit aux villageois de prendre ce dont ils ont besoin et on détruit les machines ou on les brûle (pas le bois). Il est arrivé que l'on détruise des cami-

(suite page 2)

A l'intérieur

Dossier Forêts

Général Chea Tara pp. 1 - 2
Chea Sam Ang pp. 2 - 3
Cheng Kim Sun p. 3

Entreprises

Boissons, Transport-Transit pp. 4 - 5
Electricité du Cambodge : Ty Norin pp. 6 - 7
Livres p. 8

Général Chea Tara

(suite de la page 1)

ons, mais en général le matériel est stocké en attendant une décision du tribunal. (actuellement deux camions chargés de bois, saisis, sont dans le parking de la Direction des Forêts).

une douzaine d'engagements violents

Au total, nous avons dû intervenir brutalement une douzaine de fois, notamment au Mondolkiri, à Païlin et à Koh Kong. Il y a eu un engagement très dur à Koh Kong. Il y en a eu aussi à Païlin. Il y avait là 24 scieries très automatisées, dont 12 appartenaient en joint-venture avec de très hauts responsables dans l'armée, au gouvernement - même des ministres -, avec des Gouverneurs d'autres provinces ... D'an-

ciens khmers rouges avaient piégé, miné les abords, il y a eu des engagements armés.

Il ne s'agit pas d'employer la force seulement. A Païlin, j'ai eu des discussions préalables avec les responsables, comme le Gouverneur Y Chhieng, pour les prévenir de la nouvelle situation. Et quand je suis revenu avec des instructions signées par Hun Sen, ils ont pu voir que l'on parlait sérieusement.

pas de risques de récidive

Ces scieries clandestines, elles appartenaient presque toujours à des hauts gradés dans l'armée, quelquefois aussi à des hauts responsables du gouvernement, sous des prénoms. Le cas de *Samling*, qui appartient à des intérêts malaisiens, est exceptionnel.

Il n'y a guère de risques que les activités illégales reprennent par la suite. Nous sommes ren-

seignés par les responsables provinciaux de l'Agriculture et de l'Environnement. Et ce sont les chefs d'opération militaires au niveau de la province qui sont responsables du "suivi".

la phase militaire est terminée

Donc la phase militaire de la question est terminée. C'est un succès à 100 %. Nous n'intervenons plus que sur la demande des deux ministères : Agriculture et Environnement.

Le 20 mai, lors d'une réunion de tous les généraux au ministère de la Défense, Samdech Hun Sen a félicité Ke Kim Yan pour les opérations concernant les forêts.

on ne sait rien sur les compagnies légales ...

Et pourtant on peut dire que cette mission accomplie ne suffit pas encore. Reste le pro-

blème des compagnies légales, qui ont une autorisation en règle, et qui continuent à voler. On peut dire : environ 10 % du total. Elles dépendent du ministère de l'Agriculture.

C'est un point sur lequel j'ai beaucoup discuté avec Samdech Hun Sen. Ce que j'ai demandé, c'est que si l'on n'arrête pas ces compagnies-là, du moins on contrôle ce qu'elles font. Dans ce domaine les ordres sont donnés, et c'est le ministère de l'Environnement qui commence à contrôler.

nouvelles fraudes

Il existe encore un autre problème concernant la gestion des forêts : on brûle des surfaces de forêts pour en faire des terrains que l'on revend, ...

Cambodge Nouveau
est entièrement
réalisé au Cambodge

Chea Sam Ang

Directeur-adjoint du Département Forêts
du ministère de l'Agriculture

A l'issue des trois mois qui nous ont été alloués pour mettre fin à l'exploitation illégale de la forêt, on peut dire que les actes illégaux à grande et moyenne échelle ont été stoppés à 100 %.

Ce qui reste, c'est l'exploitation illégale à petite échelle, celle

Les exploitations illégales qui ont été fermées sont de quatre sortes principales :

- scieries appartenant à des concessions délivrées par le gouvernement jusqu'au plus haut niveau, et par le ministère de la défense;
- scieries appartenant à des concessions délivrées par différents ministères;
- scieries appartenant à des compagnies illégales, sans permis;
- scieries de petits groupes qui coupent illégalement pour le compte de compagnies.

que pratiquent les villageois avec leurs moyens : charrettes à bœufs, bicyclettes, etc ... C'est à dire environ 20 % du total.

On peut donc dire que 80 % ou plus de l'activité illégale a été stoppée.

Ce qu'il faut maintenant c'est conserver les résultats acquis, et préparer l'avenir, établir les voies et moyens d'une bonne politique de la forêt. On a besoin de temps pour cela.

Les deux ministères Agriculture et Environnement viennent de publier, avec l'assistance de la Banque Mondiale, un important rapport (*Forest Crime Monitoring and Reporting*) qui fait le point sur la situation et donne de grandes lignes d'action (voir ci-après).

l'Inventaire de la forêt

Une première chose est de connaître exactement la situation de la forêt, d'en faire un inventaire

complet : le nombre, les essences, les tailles des arbres doivent être connus de façon précise. A partir de là on peut déterminer ce qui est exploitable, on fait un plan de coupes. Selon le projet, l'inventaire que l'on commence maintenant et qui doit durer environ un an, chaque arbre sera repéré :

- d'une part, chaque arbre sera marqué deux fois, près du sol (au plus près du sol, de façon que cette marque reste sur la souche après la coupe de l'arbre), et à 1 m ou 1m30 de hauteur (la hauteur de la coupe doit être inférieure au diamètre de l'arbre).

double marquage des arbres

Chaque marque comprendra : des lettres qui indiquent la compagnie concessionnaire; le n° de la "coupe"; le n° du "bloc"; et le n° de l'arbre.

Les arbres à protéger sont signalés par deux cercles de couleur.

Les arbres sans nom de compagnie et portant les lettres CB appartiennent au gouvernement.

- d'autre part, ces indications, avec l'essence, sont portées sur des cartes et des listes qui permettent de repérer et de connaître chaque arbre.

Le double marquage sur les arbres est très "technique", souligne M. Chea Sam Ang, il n'est pas encore pratiqué par tous les pays évolués, même la Malaisie, et même en Europe.

Il appartient aux compagnies de le réaliser, à leurs frais, dans leurs concessions. Le ministère de l'Agriculture apporte une aide technique et contrôle. La compagnie khmère *Yurisako* a commencé et devrait avoir terminé en juin.

Ainsi, non seulement l'état de la forêt sera bien connu, mais l'origine des coupes sera facile-

Le ministère de l'Environnement a été chargé par Prakas du 25 janvier 1999 de contrôler l'application des décisions prises : faire cesser l'exploitation illégale des forêts. Cette application est du ressort du département des Forêts du ministère de l'Agriculture.

A PROPOS ...

FMI : patience

A l'issue de la mission au Cambodge qu'il termine fin mai le FMI ne décide pas encore de reprendre ses prêts, interrompus en novembre 1996. La décision interviendra plutôt en juillet, à la fin de sa prochaine mission. On parle de 80 millions de dollars, mais rien n'est sûr.

Thaïlande-Cambodge

Une quinzaine de chefs d'entre-

prise français installés en Thaïlande viendront à Phnom Penh du 7 au 9 juillet pour une visite exploratoire. Ils seront notamment reçus par le Club d'Affaires Franco-Cambodgien.

International Business Club

Présidé par D. Peterhans, directeur de *Nestlé Dairy*, The Corporate Club devient *The International Business Club*. Fondé en 1993, il compte 33 membres, "la plupart des sociétés internationales installées au Cambodge

(...). Elles peuvent aider le gouvernement par leurs conseils et dans les discussions d'affaires".

la grue arrive

La grue de chantier attendue par l'équipe qui travaille à la réhabilitation du Baphuon, à Angkor, et doit servir notamment à démonter le Bouddha couché (70 m de long, 10 m de haut, *cn 109*) a été dédouanée le 27 mai. Elle était arrivée à Sihanouville le 26 mars; la pro-

cédure d'approbation a donc duré 2 mois.

Centre de cardiologie

mise au point et précisions

Il n'est pas exact que la société *Vivendi* participe au financement du Centre de cardiologie qui doit être construit dans l'enceinte de l'hôpital Calmette, nous dit le chef du projet M. J. C. Prandi à la suite de l'A Propos publié dans *cn 114*. Une telle participation serait la bienvenue et il a pu y avoir des con-

Entreprises : transport et transit

DANZAS - Cambodge C. Lefebvre

Janvier et février ont été très bons. Depuis, le niveau de l'activité a baissé, avril en particulier a été mauvais. Mais on voit maintenant un redémarrage. Au total, nous sommes assez optimistes pour l'année 1999 :

**1999 : + 10 %
par rapport à 1998 ?**
selon les prévisions actuelles, elle devrait être d'environ 10 % meilleure que 1998. Pour les projets sur financement international, ils n'auront pas d'effet pour nous avant 2000 ou 2001.

à l'exportation : 100 % Confection et Chaussures

Les produits de Confection et les Chaussures à destination des Etats-Unis et de l'Europe représentent 100 % de notre activité à l'exportation. Nous sommes donc très sensibles aux effets des quotas imposés par les Etats-Unis à une douzaine de produits de Confection.

A court terme, faut-il craindre la fermeture de certaines usines de Confection ? Avec les quotas, et avec l'obligation qu'ont les fabricants d'acheter des quotas au gouvernement (9 à 12 dollars la douzaine au "premier rang", et plus chers lorsqu'ils sont revendus), certains pourraient être tentés de déménager, d'aller par exemple en Indonésie. Mais ils devraient alors abandonner leur investissement, tout perdre, avant le moindre retour d'investissement (il faut 3 ans).

On dit que les fabricants réagissent de deux façons aux quotas : en fabriquant des produits non soumis à quotas; et en cherchant de nouveaux débouchés en Europe.

Nouveaux produits : on constate déjà l'amélioration de la qualité des produits fabriqués au Cambodge. L'évolution est en cours. Mais il y a un risque, si tous les fabricants ont la même réaction, c'est que les exportations de quelques nouveaux produits augmentent très rapidement, les Américains ne réagissent comme ils l'ont déjà fait : en imposant des quotas.

Pour la réorientation des exportations de produits de Confection des Etats-Unis vers l'Europe, pour nous, étant donné l'implantation de Danzas dans le monde, elle est plutôt favorable.

La TVA ne nous pose pas de problèmes : nous la percevons et la reversons. Les contrôles sont toujours aussi chers.

SDV / Nedlloyd Frédéric Gervais

L'année a très bien commencé, les quatre premiers mois ont été légèrement au-dessus des prévisions. Il y a depuis le Nouvel An khmer un ralentissement. Mai ne sera pas un grand mois. C'est l'effet des quotas américains : les exportations vers les Etats-Unis représentent pour nous environ 85 % du total; vers l'Europe : environ 15 %.

la tendance générale est nettement ascendante

Ce ralentissement devrait cependant être passager, la tendance générale est nettement ascendante. Nos premières prévisions : une progression en volume de 7 % en 1999 par rapport à 1998, devraient être sensiblement dépassées. L'"effet Tokyo" (projets financés par l'aide internationale) devrait apparaître au dernier trimestre de l'année.

Le système des quotas pose des problèmes aux usines, mais il est bon pour le Gouvernement, qui gagne beaucoup d'argent en vendant les quotas aux enchères.

Je note à l'importation, depuis le début de l'année, un nombre important de voitures : en moyenne un container par jour, c'est à dire 6 voitures, en provenance de Long Beach aux Etats-Unis; environ 1800 voitures pour l'année si le mouvement continue.

développer les importations directes par la Thaïlande

Je cherche d'ailleurs à développer les importations directes par les pays voisins : Thaïlande, Laos, plus tard Vietnam. Il y a là beaucoup de volume potentiel, et ce trajet serait moins cher que le transit par Sihanoukville. La TVA ne nous pose pas de problème particulier.

Pour les contrôles, ils sont plus stricts, plus pointilleux, dans les deux sens. Une bonne chose : la Police économique a été supprimée après l'affaire des déchets de Sihanoukville. Cela fait des backchiches en moins. Les autres restent ce qui a été décrit dans ce

Il faut aussi regretter l'extrême lenteur de la procédure admin-

istrative pour tout ce qui entre en exonération de droits (le matériel donné, ...). Un exemple : la grue de chantier destinée aux travaux de l'EFEO à Angkor. Il a fallu deux mois, alors que les délais normaux sont de 2 ou 3 jours, une semaine au maximum.

Notre bureau de représentation

Calberson Christine Soutif

fait du Transit au Cambodge depuis 3 ans. Nous sommes 5 personnes. Les premiers temps ont servi à nous faire connaître et à nous situer sur le marché.

le réceptionnaire choisit le transporteur

il faut bien voir que la décision d'utiliser Calberson comme transporteur est prise à l'autre bout du trajet, par les réceptionnaires, aux Etats-Unis et en Europe, des produits de Confection cambodgiens, beaucoup plus rarement par l'expéditeur au Cambodge même. C'est donc surtout au réseau Calberson (particulièrement présent en Europe) de nous utiliser.

Dans le sens Export, la Confection représente presque 100 % de notre activité, avec un peu d'effets personnels, et un peu d'artisanat. Les destinations : surtout l'Europe, et surtout par voie aérienne. C'est la solution notamment pour un fabricant dont la livraison est en retard.

Pour les petites quantités, la voie aérienne est encore très onéreuse, parce qu'il n'y a pas assez de concurrence, et parce qu'il faut du "groupage", qui demande beaucoup d'opérations.

Par voie maritime, la Confection représente environ 80 % de notre activité export.

L'import c'est environ 70 % de notre activité totale : matériel médical, générateurs, pièces détachées, matériel de télécommunications, ...

La conjoncture : janvier et février ont été bons, la baisse depuis avril est passagère (Nouvel An) et due aussi aux quotas américains. La tendance générale est plutôt bonne : "ça fourmille, ça bouge, il y a beaucoup de quotations".

on dépend encore beaucoup des projets

Cependant, il n'y a pas encore de trafic régulier qui suffise à assurer notre activité. C'est le cas par cas, on dépend des projets, par exemple l'aéroport de Siem Reap, l'eau à Phnom

Penh, les projets d'Electricité du Cambodge, l'équipement de Sihanoukville ... L'année sera meilleure que 1998.

Une évolution qui serait favorable : que les exportateurs de la Confection diversifient leurs clients, qu'ils expédient par exemple davantage vers l'Amérique du Sud. Calberson y est très présente, cela nous apporterait davantage d'activité. Société cambodgienne d'import-export, établie depuis 1995,

Narita Eric Métayer

Narita est spécialisée dans le dédouanement air et mer, notamment pour des ONG et des organisations internationales (exemptions de taxes), et dans la logistique nationale.

Depuis septembre 1998 nous sommes agents de Panalpina, transporteur présent dans 80 pays, notamment en Europe, en Afrique, aux Etats-Unis. Nous pouvons donc assurer le porte-à-porte dans le monde entier. Nous sommes maintenant 13 au total.

Notre activité principale, l'import (du dédouanement pour 50 %), était d'abord en dents de scie, elle est maintenant plus régulière. Nous ne dépendons pas des projets.

A l'export : nous essayons de nous développer pour les effets personnels et la Confection : ce n'est qu'un début, Panalpina Cambodge est encore insuffisamment connu au Cambodge, comme par le réseau international : c'est lui qui peut déterminer le choix des clients réceptionnaires en faveur de tel ou tel transporteur.

Pour 1999, nous ne comptons pas sur une croissance forte, mais c'est que nous ne sommes qu'au tout début de notre activité.

Attention quotas !

Pendant les 3 premiers mois de 1999, certaines catégories de produits de Confection ont déjà été exportées pour une très forte proportion des quotas fixés pour l'année.

Fin mars, sur les 12 catégories soumises à quotas, une catégorie (338/339) avait déjà été utilisée à 53,19 % : 1 329 730 douzaines sur 2 500 000 douzaines autorisées pour l'année. Une autre (34/348, 647/648) à 34,33 % : 1 029 897 douzaines sur 3 millions de douzaines autorisées.

Réaction en cours : nouveaux produits et nouveaux débouchés.

ELECTRICITE DU CAMBODGE

un entretien avec M. Ty Norin
directeur général adjoint

Beaucoup de progrès ont été réalisés par EDC en quelques années. La capacité installée, atteint maintenant **90 MW**, et la production maximale (29 MW au début de 1996, *en 42*) **65 MW**, soit 70 % de la capacité installée.

Cette différence entre les deux, qui correspond aux pertes, est assez proche du taux normal. Pour Electricité de France par exemple, la production maximale atteint 80 % de la capacité installée. Le Cambodge se compare très bien avec d'autres pays en développement. On peut considérer que 6 MW seulement ne sont pas "modernes".

Resserrer la différence entre capacité et production est important, parce que le prix de production est très élevé : il donc faut vendre au maximum ce que l'on produit.

passer du diesel au fuel

Nous avons avec le secteur privé un contrat qui porte sur 35 MW : le prix de vente est de 8,3 ou 8,4 cents/kwh. Ce tarif ne comprend pas la taxe à l'importation sur le fuel, qui est de 0,5 cents/kwh, et qui est supportée par EDC.

Il faut dire que pour l'instant EDC produit son électricité avec du diesel, qui est très cher, avec une taxe à l'importation qui représente 35 à 40 % de son prix d'achat.

La politique fiscale du

| prix de revient comparés | |
|--------------------------|----------------|
| Diesel sans taxe | 200 à 220 \$/t |
| + taxe : 35/40 % | 270 à 280 \$/t |
| Fuel sans taxe | 150 \$/t |
| + taxe 12 % | 168 \$/t |

A PROPOS ...

position de SPEC plus favorablement que celle de Fine Sky. P. Ader, responsable de Fine Sky, nous dit : - concernant CCC : il a gagné son procès contre cette société (travaux mal réalisés, vérification par le Bureau Veritas); l'interdiction de louer ou de vendre est tombée d'elle-même; il y a non-lieu; il est probable que CCC va abandonner son appel; il n'y a aucune plainte de CCC pour

gouvernement, qui taxe beaucoup moins le fuel que le diesel est bonne dans son principe, mais nous EDC il nous reste à faire passer notre matériel du diesel au fuel. C'est prévu. Mais en 1999 nous restons encore au diesel.

L'établissement des tarifs doit tenir compte de la justice sociale.

En nombre, nos clients sont à 80 % des gens pauvres. Et la consommation est faible.

Les riches, 20 % de nos clients, consomment beaucoup.

Ce que nous demandons

- en trois ans, la production d'électricité a plus que doublé
 - les pertes ramenées à la normale
 - politique tarifaire : favoriser la consommation
- les nouveaux barèmes pour l'Hôtellerie, le Commerce et l'Industrie**

kwh : le problème des tarifs

Avec un prix d'achat voisin de 9 cents le kwh et un prix de vente voisin de 9 cents, les comptes d'EDC devraient être en gros équilibrés. Mais il y a aussi les "frais de réseau" - l'entretien, les pertes - les salaires, et les investissements.

Il y a en fait déficit, c'est pourquoi nous avons récemment augmenté les tarifs des consommateurs du secteur commercial, industriel, et de l'hôtellerie. Pour le résidentiel, il faut rester concurrentiels avec l'énergie fournie par les générateurs.

au gouvernement, c'est de laisser les pauvres au même tarif, et d'augmenter les riches, à 12/13 cents le kwh selon un barème progressif :

- de 500 à 1000 kwh par mois : 12 cents/kwh
- de 1000 à 3000 : 13 cents, etc ...

Le gouvernement freine, parce que cela touche des intérêts importants.

Nous avons pour notre part des listes précises des consommateurs, et même les noms correspondants. Donc ce serait techniquement possible d'appliquer ces tarifs. Nous proposons de les appliquer d'abord à 190 gros abonnés. Ensuite à d'autres catégories jusqu'à 500 kwh/mois par exem-

ple.

Une autre idée c'est de vendre au résidentiel le kwh à son coût réel. Si l'on additionne la production de courant, les pertes, les frais de réseau, la dépréciation et les investissements, on arrive à un **coût réel du kwh de 14,4 cents.**

Il faudrait donc vendre le kwh 14,4 cents au secteur résidentiel. C'est un tarif élevé, mais ce prix pourra diminuer en fonction de l'évolution, et notamment si la consommation augmente.

les nouveaux tarifs arrivent !

Notre stratégie est d'attirer les gros clients. Nous n'avons pas le droit d'établir des tarifs préférentiels, mais nous pouvons les faire bénéficier du fait que leur alimentation étant plus courte et plus simple que celle des particuliers, elle occasionne moins de pertes. Nous pouvons répercuter à leur avantage cette économie.

L'idée est qu'en favorisant la consommation des gros consommateurs par des tarifs dégressifs, le coût diminue.

Il nous a fallu deux mois de calculs pour préciser ces nouveaux tarifs. Et il nous a fallu aussi convaincre et rassurer le conseil d'administration d'EDC sur la rentabilité du projet : il n'est pas évident qu'avec des tarifs dégressifs qui favorisent les gros consommateurs on va faire des économies.

**Cambodge
Nouveau
ne copiez personne
ne le copiez pas !
Citez - le !**

corruption. - concernant SPEC : Fine Sky a fait appel à SPEC en octobre 1998 pour reprendre les travaux mal faits par CCC. Le coût des travaux a été réglé (110 000 \$). Les coûts supplémentaires (environ 90 000 \$ demandés par SPEC) ne sont pas justifiés, selon P. Ader.

Estimant cependant qu'un mauvais accord vaut mieux qu'un bon procès, il ne serait pas hostile à un arbitrage. [ce pourrait être le rôle du Club Franco-

Cambodgien des Affaires, suggère pour sa part Cambodge Nouveau]. - concernant enfin des dettes de Fine Sky à divers sous-traitants ou fournisseurs : il n'y en a pas, dit P. Ader.

après les scieries les casinos ?

Les moyens utilisés contre les scieries clandestines, c'est à dire l'usage de la force contre les établissements récalcitrants, pourraient être prochainement employés contre les casinos

clandestins qui se sont établis aux frontières avec la Thaïlande.

question de frontières

Les Vietnamiens ont commencé en décembre 1998 à construire un pont de 300 m de long, maintenant réalisé à 30 % environ, et préparent la prolongation d'une route dans une zone frontalière dont la propriété est contestée par les deux pays : à Phnom Den, province de Takeo, district de Kiri Vong. Le gouverneur de la province de Takeo

ment repérable, on pourra retrouver la trace des arbres et des coupes, la surveillance sera grandement facilitée.

appauvrissement de la forêt ?

On pourra aussi grâce à l'inventaire répondre à la question de l'"appauvrissement" de la forêt : on a dit que, à force de couper les arbres de valeur commerciale, y compris les plus jeunes, les essences de valeur commerciale risquaient de ne plus se reproduire et de disparaître. L'inventaire permettra de le savoir.

A ce propos, dit M. Chea Sam Ang, il n'y a jamais eu de teck naturel au Cambodge. Il existe

un projet pour en planter dans la province de Kompong Cham, il reste à le financer.

l'effet de la taxe

Les compagnies qui exploitent légalement la forêt paient depuis janvier la taxe de 54 \$ le m3 (au lieu de 14 \$ précédemment). "Il n'y a que *Samling* qui refuse. Cela montre bien que la nouvelle taxe n'empêche pas la rentabilité de l'exploitation. Certaines compagnies toutefois restent en attente.

Samling (concessions légales de 457 500 et 348 000 ha), refuse de payer la taxe de 54 \$ par m3 pour 60 000 m3 de bois déjà coupé et stocké. La dif-

férence : 840 000 \$ si la taxe est de 14 \$; et 3, 24 millions si la taxe est de 54 \$.

"Nous allons expliquer à *Samling* la nécessité de payer, sans rien concéder parce que sinon comment ferions-nous payer les autres ?"

Samling fait valoir qu'elle a eu des frais importants pour tracer des routes d'accès à ses concessions. "Mais quand on trace une route", fait observer Khaou Vibolrith, "on coupe des arbres et on peut se payer de cette façon".

Peut-être que dans l'avenir le gouvernement sera flexible. Mais actuellement non, dit M. Chea Sam Ang.

le double avantage de la taxe

Il souligne d'ailleurs : "si la l'effet de cette taxe est de diminuer le volume des coupes, c'est tant mieux pour la forêt". Il fait pour Cambodge Nouveau le calcul suivant :

- si on coupe 1 million de m3, et que la taxe est de 14 \$ le m3, on exploite trop la forêt, et on ne récolte au mieux que 14 millions de dollars.

- si on ne coupe que 300 000 m3, ce qui est très supportable par la forêt, et que la taxe est de 54 \$, on récolte 16, 2 millions de dollars. On gagne donc sur les deux tableaux.

[et pour 1 million de m3 coupés, supportables par la forêt selon la Banque Mondiale : 54 mio \$, ndr].

Connaitre et surveiller la forêt

Sous le titre "Forest Crime Monitoring and Reporting"

les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, avec l'aide technique de la Banque Mondiale, viennent de publier un rapport destiné à organiser la surveillance, l'information, et le contrôle de toutes les activités illégales dans la forêt cambodgienne, qu'il s'agisse des concessions, des zones appartenant à l'Etat ou des zones protégées.

Il ne s'agit pas là d'interventions sur le terrain, mais d'information seulement : on a jusqu'ici trop dépendu d'estimations diverses, apportées de l'extérieur par des organismes compétents comme *Global Witness*, la *Banque Mondiale* elle-même, il s'agit maintenant de créer un système officiel qui soit crédible. Il reposera en premier lieu sur l'Inventaire de la Forêt qui est en cours.

Le Rapport prévoit le personnel,

Le département Forêts du ministère de l'Agriculture compte 741 personnes à Phnom Penh et 1004 en province. Ces effectifs sont suffisants, dit M. Chea Sam Ang. Mais il faudrait une meilleure qualification des personnels.

l'organigramme, la répartition des rôles, le matériel, ... nécessaires pour obtenir l'information fiable recherchée.

Selon Richard Grandalski, expert de la Banque Mondiale à la Direction des Forêts, le plus récent chiffre estime à 1,8 million de dollars, sur 3 ans, la réalisation de ce projet.

Le financement n'est pas encore trouvé, mais déjà la Grande Bretagne s'est montrée très intéressée.

Le projet prévoit une activité en trois volets : - l'action immédiate (sur le terrain); - une action plus large : information au gouvernement, assistance légale, information du public, ...; - un contrôle par une unité indépendante (travail dont le ministère de l'Environnement est déjà chargé).

Le Rapport indique notamment que la surface concédée aux compagnies forestières, actuellement plus de 7 millions d'ha, ne devrait pas dépasser 4 millions d'ha, les zones où la valeur commerciale est la plus élevée, assurant à l'Etat des revenus importants, et où il sera possible de surveiller, de contrôler, d'établir et de maintenir des standards internationaux.

La récente suppression de 10 concessions totalisant plus de 2 millions d'ha "va dans le bon sens".

Le rapport rappelle d'autre part que 23 zones protégées ont été créées par décret Royal, totalisant environ 23 % de la surface du Cambodge : 7 parcs nationaux, 10 réserves naturelles, 3 paysages protégés, 3 zones "à usages multiples".

Un symposium va avoir lieu à Phnom Penh, en juin, qui doit

traiter toutes les questions en suspens, nous dit R. Grandalski, telles que les conséquences économiques et sociales pour la population de la protection de la forêt.

Il s'agit d'établir un plan global pour la forêt cambodgienne, en s'inspirant aussi de ce qui se fait ailleurs.

"On peut estimer que les changements sont lents. Mais si l'on va trop vite on aura beaucoup de problèmes !".

Les compagnies légales

Il existe 19 compagnies et 2 entreprises en joint-venture, entreprises d'Etat : *Colexim* et *Casotim*, qui répondent à la législation sur l'exploitation forestière, nous explique Chheng Kim Sun, directeur adjoint à la Direction des Forêts.

Sur ces 21 compagnies légales, 14 ont réalisé l'inventaire et obtenu le permis d'exploiter. 10 exploitent réellement, et 4 viennent seulement d'obtenir leur permis.

7 compagnies en sont à l'inventaire. Lorsqu'elles l'auront terminé, elles auront à réaliser le marquage des arbres, et à obtenir leur permis d'exploiter.

Les dix compagnies qui exploitent actuellement sont : *Pheapemex*, *Everbright CIG*, *Superwood*, *Long Day*, *Lang*

Song, *GAT International*, *HERO*, *King Wood*, *Colexim*, *Mieng Ly Hong*.

Entre le 1er janvier et le 20 mai 1999, 87 090 m3 ont été coupés.

Si l'on considère que les coupes s'arrêtent à la saison des pluies, c'est jusqu'à présent un volume assez faible.

Nous ne pouvons pas savoir exactement si toute l'activité de ces compagnies en règle est légale, reconnaît Chheng Kim Sun. Il nous manque des critères, et des contrôles. Nous ne pouvons juger que si elles exploitent ou non. C'est sur ce critère que nous avons retiré 9 permis d'exploiter.

Une équipe de la Banque Asiatique de Développement va venir prochainement pour nous aider sur ce point.

A PROPOS ...

tacts, mais rien n'est signé. Le financement de ce Centre est le suivant : 5 mio de FF donnés par la directrice d'une grande chaîne de distribution; 1 mio de FF donnés par les *Laboratoires Servier* pour la formation d'environ 60 Cambodgiens; 5 ou 6 mio de FF donnés par l'*Union des Banques Suisses* sur 5 ans; des dons privés venant des adhérents à la Chaîne de l'Espoir. Ce qui manque en-

core, c'est la couverture des frais de fonctionnement estimés à 100 000 \$ par mois.

Ce Centre comptera 26 lits, un centre de réanimation de 8 lits, 2 blocs opératoires, une consultation en cardiologie et suivi des malades. Il emploiera une dizaine d'expatriés. Les enfants seront soignés gratuitement. Pour les appels d'offre, le dépouillement aura lieu en France. Les dossiers reviendront le 7 juin.

Une partie importante des

travaux relève de la technique de pointe (fluides médicaux), très peu d'entreprises au Cambodge sont capables de les réaliser. Pour les autres travaux, construction, électricité, ... ils seront techniquement et financièrement très surveillés, il y a beaucoup d'exigences, de sorte que les contractants ne peuvent espérer que de faibles marges. La première consultation médicale doit avoir lieu début janvier 2000.

Le Centre devrait assurer 250

opérations par an les premières années, 750 après 5 ans.

Il est prévu aussi : un centre médico-chirurgical pour adultes en soins privés; et un centre de formation médico-chirurgical.

litige SPEC/Fine Sky Rectifications

Plusieurs lecteurs nous ont fait observer que ce litige a été présenté de façon non impartiale dans *cn 114*, présentant la

(suite page 6)

ENTREPRISES

Boissons - Transport-Transit

Il y a beaucoup à apprendre des observations, des suggestions, parfois des revendications des chefs d'entreprise, qui sont confrontés tous les jours aux réalités de la vie économique, bien placés pour en voir les défauts, parfois pour suggérer des remèdes.

Rappelons que des entreprises dépendent largement l'évolution du Cambodge : emplois et salaires, niveau de vie, ressources de l'Etat, investissements, progressive indépendance vis à vis de l'aide internationale ...

Nestlé Dairy D. Peterhans

Notre usine, qui a commencé sa production en mai 1998, fabrique du lait pour le marché local. Actuellement, la conjoncture est maussade, elle tourne à environ 65 % de sa capacité faute de commandes.

Mais nous sommes ralentis pour une autre raison aussi : la fraude à l'importation, que je tiens à dénoncer.

la contrebande empêche la production locale

Depuis le 25 juin 1995, toutes les importations de lait doivent porter un sceau attestant leur passage en douane et le paiement des droits. Je peux vous montrer un modèle de ce sceau. Or les laits condensés sucrés importés de Thaïlande, en particulier la marque "Alaska", ne portent jamais ce sceau. De ce fait, ces produits sont vendus sur le marché cambodgien à des prix qui rendent la compétition impossible. La fraude est certaine, il faudrait y mettre fin.

taxe à l'exportation : coup d'arrêt aux exportations

Un autre point capital sur lequel je cherche à attirer l'attention des autorités : selon un prakas de 1998, les produits laitiers, sur une liste de 31 produits (crevettes, carapaces de tortues, miel, poisson séché, ...) sont assujettis à des droits à l'exportation. Pour nous, cela revient à presque 1000 dollars par container. Avec cette taxe, nos produits ne sont plus compétitifs, et j'ai dû suspendre nos exportations de lait, alors qu'elles pourraient atteindre, vers la Birmanie et le Laos, de 5 à 8 containers par mois.

J'ai écrit à ce sujet à S.E. Chhea Song, ministre de l'Agriculture, fin décembre 1998, et à S.E. Keat Chhon, ministre des Finances et de l'Economie, le 22 avril 1999. Mais je n'ai eu aucune réponse.

Pourtant, exporter vers les pays environnants, c'est bien l'intérêt du Cambodge, cela créerait des revenus et des emplois. On devrait subventionner l'exportation, et non la taxer.

Notre production de lait pour le marché intérieur, avec des marges faibles, ne peut pas suffire, à terme, à faire vivre l'entreprise avec ses 125 personnes. Nous allons en août prochain fabriquer de nouveaux produits, à base de café, fabriqués à 100 % dans notre usine, avec le même personnel.

Celliers d'Asie G. Méhat

Notre société est présente dans les cinq pays de la Péninsule indochinoise. Notre marché principal est la Thaïlande. Mais le Cambodge, depuis septembre 1992, est la plaque tournante des opérations, pour des raisons sans doute affectives.

Nous avons aussi une activité en France, et au total nos effectifs sont de 42 personnes, dont 16 au Cambodge.

Les Celliers d'Asie ont des concessions exclusives de distribution pour des marques comme Grand Marnier, Taittinger, George Duboeuf, Louis Jadot, Noilly Prat, Saint Raphael, des châteaux, ... au total, nous avons 380 références, de sorte qu'on peut trouver chez nous des produits assez rares. Nos clients sont surtout des hôtels et des restaurants.

conjoncture : je sens un "frémissement"

La conjoncture ? Je sens un "frémissement". Ça frétille. Le chiffre d'affaires augmente un peu, après une période de crise pendant laquelle il a fallu courber le dos, diminuer les horaires, aider les clients ... Nous avons de nouveaux acheteurs, de meilleurs paiements. J'ai beaucoup d'espoir.

Le renouveau pour le Cambodge dépend de la formation, dès l'enfance. C'est pourquoi, avec l'aide du Lyon's Club de

Rennes nous avons construit 3 écoles primaires.

bientôt une école de sommellerie

Les Celliers d'Asie construiront d'autre part à Siem Reap la première école de Sommellerie/Hôtellerie du Cambodge, un investissement d'environ 100 000 dollars - avec l'aide de la Sopexa, d'Onnivins, ... La formation des serveurs sera gratuite, elle durera de 10 à 20 jours, il y aura un diplôme. Nous avons déjà l'expérience : c'est nous qui avons formé tous les sommeliers et serveurs qui travaillent actuellement dans les grands hôtels. L'inauguration de cette école doit avoir lieu en septembre.

Distillerie SKD Lay Meng Sun

Notre activité principale est la production d'alcool à 95 % que nous vendons à des fabricants de boissons alcoolisées.

C'est un marché important : 30 000 litres d'alcool à 95 ° par jour en saison des pluies, 50 000 l/jour en saison sèche. Le litre est vendu 40 cents.

alcool de manioc bien plus rentable

Nous fabriquons maintenant l'alcool à partir du manioc, que nous achetons 90 \$ la tonne, et non plus du riz : 200 \$ la tonne ce n'était pas tenable face aux produits vietnamiens fabriqués à partir d'un manioc acheté 70 \$ la tonne "épluché-coupé", et à partir de la canne à sucre à 50 \$ la tonne.

Le manioc vient de la région de Memot, à la frontière du Vietnam. Nous le commandons d'avance aux paysans : pour 2000 nous avons commandé 6000 t. Actuellement, nous aurions besoin de 10 000 t mais notre production est limitée par la capacité de stockage.

Grâce à des techniques modernes, nous pouvons travailler en toutes saisons.

Notre autre activité, c'est la fabrication de nos propres boissons alcoolisées, (par exemple le whisky Mekong), où nous occupons environ 6 % du marché. Ici aussi nous innovons : lancée le 7 avril dernier Toro, 20°, à 40 cents le litre comme ses concurrents, se vend très bien et se taille rapidement une place sur le marché des boissons alcoolisées vendues en bouteilles (une très forte part est vendue non embouteillée, notamment dans les campagnes), aux dépens de nos concurrents sur ce créneau : Ke La Kak qui a plus de 50 %, Karn Lang Yak (25 %)

etc ...

Grâce à ce nouveau produit, qui représente déjà la moitié de nos ventes de produits en bouteille, et grâce aux ventes d'alcool, à partir d'octobre-novembre SKD va "sortir du rouge", où elle était depuis des années.

l'agro-industrie n'existe pas encore

Une réflexion générale : l'agro-industrie au Cambodge n'existe pas encore faute d'organisation. Le riz, le maïs, etc ... sont vendus directement aux pays voisins ...

Coca-Cola Cy Pascal Nut

Le marché des boissons gazeuses se porte très bien, il est "porteur", tous les indicateurs sont au vert : volume des ventes, finances, ressources humaines. Sur ce dernier point, je souligne la très bonne intégration dans notre société entre les anciens employés de l'Etat et les Cambodgiens revenus de l'étranger. Nous sommes au total plus de 150.

Le marché est en forte expansion notamment parce que ce type de consommation est tout à fait nouveau pour les Khmers, et que les teen-agers sont à peu près la moitié de la population. Nos trois produits, Fanta, Sprite et surtout Coca-Cola sont présents partout, nous avons le sentiment de dominer le marché, et les années qui viennent s'annoncent bonnes.

Quelques ombres toutefois :
- ce que nous craignons, ce ne sont pas les concurrents, mais la baisse du pouvoir d'achat de la population.

appauvrissement du Cambodgien moyen

Il y a incontestablement appauvrissement du Cambodgien moyen; les gens paient en riels, mais le riel est tout à fait artificiel, il n'est qu'une petite monnaie d'appoint. S'il n'y avait pas le dollar, il ne vaudrait pas plus que le dong !

- l'état des routes constitue une gêne très importante pour environ 40 % du marché : livrer à Battambang ou à Siem Reap, c'est un problème.

la contrebande tue la production locale

- je tiens enfin à dénoncer fortement la contrebande, qui fait un tort énorme à Coca-Cola, mais aussi à Tiger, à Angkor, à bien d'autres qui paient taxes et impôts, et au total au Cambodge, en pénalisant les producteurs locaux que nous sommes et en décourageant les investisseurs.

secteurs, catégories et barèmes

Nous avons prévu deux types de vente :

- le secteur hôtellerie
- le secteur commercial et industriel.

Pour chacun, il y a 4 catégories de tarifs.

Ces barèmes sont approuvés, décidés ou en cours de décision aux ministères de l'Industrie et des Finances, ils seront appliqués dans les semaines qui viennent.

Ils n'ont pas encore été rendus publics.

Nous sommes en train de mettre au point les formules de contrats, en nous inspirant de ce qui se fait ailleurs.

Ces contrats seront signés de façon volontaire. Les consommateurs seront libres de rester dans l'an-

hôtellerie

- jusqu' à 45 000 kwh/mois : 21 cents;
- de 45 000 à 80 000 kwh/mois : 19,32 cents;
- de 80 000 à 130 000 kwh/mois : 17,64 cents
- plus de 130 000 kwh/mois : 16 cents.

ancien système. Mais il est prévu que s'ils dépassent la consommation indiquée au contrat, ils auront à payer 10 % de plus.

Dans les projets d'EDC figure aussi l'enlèvement prochain des fils aériens qui ne servent plus. La quasi-totalité est maintenant remplacée par du matériel moderne:

On prévoit enfin pour la fin de l'année la disparition des dernières coupures de courant, causées par de derniers branchements.

commerce et industrie

Ici les barèmes sont un peu plus compliqués du fait qu'il y a un tarif jour et un tarif nuit

- Nuit : de 18 à 24 heures; Jour : le reste.
- jusqu' à 45 000 kwh/mois : 17 cents
- de 45 000 à 80 000 : jour : 15,64 cents; nuit : 17 cents
- de 80 000 à 130 000 jour : 14,28 cents; nuit : 17 cents
- plus de 130 000 kwh : jour : 13,4 cents; nuit : 17 cents

Les projets d'EDC pour les années à venir

desservir l'ensemble de Phnom Penh et une partie de Kandal

C'est un projet japonais qui consiste à desservir en électricité les parties de l'agglomération de Phnom Penh qui ne le sont pas encore :

- la presque île de Chroy Changwar;
- Russey Keo y compris les nouvelles routes prévues, jusqu' au km 9;
- Pochentong : la zone non encore électrifiée;
- Takh Mau : l'agglomération.

Le coût du projet : 33 millions de dollars. Le gouvernement japonais a donné son accord.

La réalisation durera deux ans. On commencera la première année par Chroy Changwar et Russey Keo.

Les appels d'offre sont en cours de finalisation. Ils seront lancés en juillet.

Il s'agira de pose de câbles, de câbles souterrains, de transformateurs.

réhabiliter l'équipement de huit villes de province

C'est le projet dit "ADB 3", dont le coût est de 27 millions de dollars.

Il consiste à équiper les 8 villes de : Battambang, Banteay Meanchey, Svay Rieng, Prey Veng, Kampot, Siem Reap, Takeo, et Kompong Speu.

Avec le temps nécessaire pour les études préparatoires et les appels d'offre, la réalisation devrait intervenir en 2003.

transmission Phnom Penh-Sihanoukville-Vietnam électrification rurale

C'est un projet de la Banque Mondiale, qui coûtera 70 millions de dollars. Il avait été déjà approuvé dans son principe depuis plusieurs années, mais ce qui manquait, c'était un financement, et un calendrier.

Le financement sera en réalité le suivant : 25 millions

de \$ de prêts de la Banque Mondiale; 35 millions de \$ de prêts du Japon; et 10 millions de contribution du gouvernement cambodgien. Le projet consiste à réaliser une sorte de "couloir électrifié", une transmission de 230 KVols de Phnom Penh à Sihanoukville, permettant l'électrification rurale de Kandal, Kampot, Kompong Speu et Sihanoukville, avec une liaison Sihanoukville - Vietnam.

Il y aura trois aspects :

- la construction de la ligne de 230 KVols avec les sous-stations;
- l'électrification rurale qui relèvera du ministère de l'Industrie;
- une assistance technique dans trois domaines : - à une entité, AEC, qui doit être créée fin 1999, pour contrôler et donner des licences; - au ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie; - à Electricité du Cambodge.

Ces trois assistances techniques sont actuellement à l'étude, pour un coût de 700 000 dollars. En août 1999 sera fait le choix des consultants et la réalisation de la documentation.

les grands barrages hydro-électriques

Tout dépend du prix auquel ces barrages pourraient fournir le kwh. Comme il faut un investissement initial très important, un constructeur privé ne peut pas vendre le kwh à un prix compétitif.

Ainsi pour le barrage de Kam Chay, étudié notamment par Hydro-Québec : si l'investisseur construisait une capacité de 127 MW il ne pourrait vendre au gouvernement de façon régulière qu'une partie du courant. La pleine capacité de 127 MW ne serait utilisée que pour les périodes de pointe, là où l'on paie le plus cher. Ce ne serait pas rentable pour lui. Mais s'il n'installe que 45 MW, cette capacité est utilisée toute l'année mais à un prix nettement moins élevé, qui ne serait pas rentable pour l'investisseur. De sorte que Hydro-Québec a abandonné. Ces barrages en définitive ne peuvent être rentables que si un organisme international finance l'investissement initial.

A PROPOS ...

Kep Chutema a alerté le gouvernement, et déclaré au *Rasmei Kampuchea* (trad. *The Mirror*) que selon une déclaration commune signée par les deux gouvernements le 18 janvier 1995 les zones contestées ne devaient faire l'objet d'aucuns travaux.

Sur la carte au 1 500 000 ème publiée par les services de l'Armée australienne en 1992 cette zone porte la mention

"frontière approximative", comme plusieurs autres : nord du "bec de canard", hauts plateaux, est des chutes de Khône,

fantômes

Aux 12 868 soldats fantômes déjà rayés des effectifs de l'armée depuis que leur repérage a commencé le 16 avril, s'ajoutaient 105 234 femmes et enfants, fantômes aussi. Ce sont déjà 263 000 dollars économisés par mois. Avec l'approvisionnement : 395 000 \$ / mois.

Soit, si l'on "démobilise" 55 000

fantômes : 1,8 mio \$ par mois !

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages : Pen Mary
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cna@forum.org.kh

Vos rêves se sont ils envolés? Appelez Indochine Insurance!



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

indochine
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance, N° 59 rue 17K, No 17th Floor, Phnom Penh - Tél : 210 676210 761/210 622/210 701 - Fax : 210 501
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Camincos) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnatzen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

LIVRES

Prêtre au Cambodge
par Benoit Fidelin

On peut être agacé par le genre hagiographique de ce livre consacré au père François Ponchaud, une figure bien connue de tous ceux qui s'intéressent au Cambodge, et connue d'un public encore beaucoup plus large depuis qu'il est "passé chez Pivot".

Cette louange appuyée et cette forte médiatisation, sans doute injustes pour d'autres personnages et d'autres auteurs, sont certainement méritées, et utiles. F. Ponchaud connaît admirablement le Cambodge, où il est arrivé pour la première fois en 1965; sa langue (il a traduit en khmer la bible oecuménique); la mentalité, les qualités et défauts des Cambodgiens. Cette expérience exceptionnelle est alliée à un jugement solide et à un robuste franc-parler.

Souvenirs et récits : l'incroyable douceur de vivre des années 60; les événements de mars 1970 qu'il a vécus à Kompong Cham; la république de Lon Nol; les bombardements américains notamment en 1973; l'arrivée des khmers rouges à Phnom Penh le 17 avril 75, et l'épisode de l'ambassade de France: les khmers rouges, "l'année zéro" et le recueil de témoignages sur le génocide; l'occupation vietnamienne, l'endoctrinement, le "mur de bambou", l'Apronuc -fortement dénoncée-; et pour la période actuelle : la déforestation, les malversations du CMAC, ...

Un point particulier : F. Ponchaud rappelle utilement que sa dénonciation du régime khmer rouge dès 1976 (elle n'a d'ailleurs pas été aussi isolée qu'on le croit : le livre de témoignages recueillis par B. Hamel, "De Sang et de Larmes" est paru plusieurs mois avant le fameux "Cambodge Année Zéro" de Ponchaud) si documentée qu'elle fut, a suscité de furieuses résistances d'intellectuels établis ...

Au fil du récit quantité de notations, fruits apparemment tout simples de ses interrogations, de son apprentissage, de ses réflexions au cours des décennies, qui feront gagner beaucoup de temps à ceux dont l'expérience du Cambodge est plus courte :

"les propos échangés doivent toujours être dépourvus de la moindre abstraction". "Les phrases sont des juxtapositions spatiales et temporelles, toujours organisées à l'inverse d'une logique cartésienne". "L'apprentissage de la langue,

c'est un "un grand voyage (...) dans le dédale des 33 consonnes affectées d'un son O ou A (...) une langue "pétrée de sons très difficiles à prononcer (...) mais une syntaxe très simple : ni temps, ni conjugaisons, ni genres, ni nombres, ni articles (...)".

Difficulté de dire "Je" : "serviteur" dans une conversation avec un étranger; "serviteur-plante-des-pieds" pour honorer un personnage important; "serviteur-compassion" quand on s'adresse à un bonze; "serviteur-portant-sur-la-tête-la-divine-adoration-sous-la-poussière-la-plus-fine-des-augustes-pieds-de-Monseigneur-Maitre" pour interpeller le prince Sihanouk ...

"Tout un code, un raffinement, une manière d'être par le son de sa voix et la nature profonde de ses paroles (...) La forme l'emporte aisément sur le fond ... L'essentiel n'est pas de comprendre, ni même d'écouter, mais bien d'entendre".

"La sérénité prime sur l'activité la vie spirituelle sur la réalisation";

"Harmonie et paix, tandis que le bouddhisme renforce cette structure traditionnelle où chaque personne a sa place et son rôle définis en fonction de son karma. Ainsi la notion de justice reste floue et il est pratiquement impossible de se rebeller face à l'autorité suprême".

Les Cambodgiens "appartiennent au monde indianisé de l'Asie brune, tandis que les Vietnamiens sont issus de l'univers sinisé de l'Asie jaune !".

Problèmes propres à l'Eglise : la difficulté de traduire "Dieu"; le célibat des prêtres; la tardive khmérisation de l'Eglise, très longtemps "vietnamisée, ...

Remarques très réalistes sur les notions d'égalité, de justice, de "droits de l'Homme" : "ici la notion de justice est absorbée par celle de karma et les disparités sociales inouïes ne suscitent guère de révolte".

Finalement un livre très riche, qu'on le lise comme l'itinéraire d'un homme exceptionnel ou comme une mine d'observations qui aideront à progresser dans la connaissance du Cambodge.

Prêtre au Cambodge, par Benoit Fidelin, 264 p., photos. Albin Michel 1999.

[salle comble au CCF le 3 juin pour entendre -conférence organisée par l'ADFE- François Ponchaud sur le thème du Bouddhisme, ou plutôt des éléments qui composent les croyances khmères : génies fonciers et forces de la nature, brahmanisme venu de l'Inde, bouddhisme plus récent, qui expliquent le comportement khmer.]